Pékin intensifie sa campagne d'intimidation des contestataires

LE MONDE | 10.03.08 | 15h47 • Mis à jour le 10.03.08 | 15h47
PÉKIN CORRESPONDANT

Cinq mois avant les Jeux olympiques de Pékin (8-24 août), le régime chinois poursuit sans faiblir sa politique d'intimidation à l'égard de tous ceux qui menacent de gâcher la fête au nom de la défense des libertés d'expression du citoyen.

Dernier exemple en date : l'enlèvement, jeudi 6 mars à Pékin, par des policiers en civils, de l'avocat Teng Biao. Relâché samedi, ce professeur de droit dans une université pékinoise, militant connu pour ses prises de position en faveur des droits de l'homme en Chine, a raconté avoir été kidnappé par des agents du bureau de la sécurité publique qui l'ont emmené dans une voiture banalisée.

Le scénario est classique : *"Ils ne m'ont montré aucun papier me permettant de les identifier"*, a-t-il fait savoir après sa libération à des agences de presse étrangères. *"Mais avant de me relâcher, ils m'ont dit de ne plus parler à des journalistes étrangers."*

Agé de 34 ans, l'avocat avait écrit une lettre ouverte en septembre 2007, intitulée *"La réalité de la situation dans la Chine préolympique"*. Il appelait la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement pékinois à propos des violations des droits de l'homme dans son pays. Le coauteur de cette lettre, le militant Hu Jia, a été arrêté fin décembre 2007 et inculpé *"d'incitation à la subversion du pouvoir d'Etat"*.

STRATÉGIE DE RÉPRESSION

Teng Biao n'est pas un inconnu hors des frontières de la Chine. A Paris, la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux droits de l'homme, Rama Yade, lui avait remis en décembre le prix "des droits de l'homme de la République française" ainsi qu'à deux autres de ses collègues chinois, Mo Shaping et Li Jinsong.

L'intimidation dont a été l'objet M. Teng s'inscrit dans une stratégie plus large de répression visant les militants des droits civiques : le 28 février, Wang Guilan a été arrêté à Pékin après avoir, elle aussi, publié une pétition dénonçant le non-respect des droits de l'homme qui avait recueilli quelque 12 000 signatures.

Ceux qui se sont montrés encore plus radicaux, tels Yang Chunlin et Wang Guilin, initiateurs d'une campagne sur le thème "Nous voulons les droits de l'homme, pas les JO", ont été arrêtés et risquent de lourdes peines de prison.

Reporters sans frontières (RSF) attirait récemment l'attention sur le cas de l'avocat et écrivain Guo Feixiong, emprisonné depuis un an et demi : il est en grève de la faim après avoir été battu par ses codétenus et, selon sa femme, torturé par ses geôliers, dans une prison de la province du Guangdong (Sud).

Bruno Philip

Article paru dans l'édition du 11.03.08.

[Pékin dit avoir déjoué des projets d'attentats contre les JO](#)

A cinq mois des Jeux olympiques, les autorités chinoises ont révélé, dimanche 9 mars, que des séparatistes présumés, tués en début d'année dans le Xinjiang, région musulmane du nord-ouest de la Chine, préparaient un attentat contre les Jeux de Pékin. La police avait démantelé, le 27 janvier à Urumqi, capitale du Xinjiang, un groupe séparatiste lié au Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) qui, selon elle, préparait des attentats. Un autre projet d'attentat contre un avion assurant la liaison entre Urumqi et Pékin a été déjoué vendredi, selon l'agence Chine nouvelle.

Les organisations de défense des droits de l'homme accusent rituellement Pékin d'user du prétexte de la "guerre contre la terreur" pour justifier sa répression dans le Xinjiang. - (AFP.)